

Déclaration du représentant de la République d'El Salvador

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Monsieur le Président du FIDA,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs les Représentants,

Permettez-moi tout d'abord de vous transmettre les chaleureuses salutations de Nayib Bukele, Président de la République d'El Salvador, et de vous présenter les miennes. Nous vous souhaitons une session productive, dans un esprit d'ouverture et de coopération au service d'un objectif précis: le développement de nos populations rurales.

La sécurité et la souveraineté sur le plan alimentaire constituent une priorité du Gouvernement salvadorien pour son peuple. C'est pourquoi nous avons entériné, avec la Politique agricole élaborée par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, notre engagement à cet égard vis-à-vis des Salvadoriens et Salvadoriennes, en particulier des plus vulnérables d'entre eux.

El Salvador réaffirme sa volonté de mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable qui s'y rattachent, notamment le deuxième: éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. En témoignent les engagements exposés dans la Politique agricole et le Plan de relance de l'agriculture, avec son premier pilier consacré à la transformation de l'agriculture au service de la sécurité et de la souveraineté dans le domaine alimentaire.

Nous avons la conviction que les mesures visant à établir sur une base plus solide des systèmes agroalimentaires inclusifs et durables et à développer le secteur agricole – en particulier les petites et moyennes exploitations agricoles – sont essentielles pour assurer la sécurité et la souveraineté sur le plan alimentaire. Il en va de même du développement durable des pays en développement, notamment dans le contexte actuel engendré par la pandémie mondiale de COVID-19, la crise internationale dans le domaine de la logistique des transports et la flambée des prix des denrées alimentaires et des engrais nécessaires pour les produire.

Les femmes et les jeunes qui vivent en milieu rural méritent une attention particulière, du fait de l'exclusion qu'ils subissent de longue date et des obstacles plus nombreux qui entravent leurs débouchés économiques et leur accès à l'emploi, ainsi que leur accès à des aliments nutritifs. Ces difficultés ont été aggravées notamment par la pandémie de COVID-19 et par les effets des changements climatiques sur les cultures, l'élevage, la pêche et l'aquaculture.

Nous savons que les changements climatiques ont des conséquences préjudiciables sur la production végétale, animale, halieutique et aquacole, et qu'ils influent directement sur les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de la population. L'avenir de notre pays repose donc sur une production alimentaire plus importante et de meilleure qualité, qui ménage les ressources naturelles.

L'innovation dans l'agriculture et l'utilisation des technologies par les exploitantes et les exploitants agricoles sont essentielles pour répondre à la demande croissante de produits alimentaires sains et de plus grande qualité, remédier aux répercussions des changements climatiques et contribuer à éradiquer la pauvreté. À cet égard, il est important de moderniser les systèmes de recherche et de transfert de technologies qui favorisent une production durable et inclusive.

Nous sommes convaincus que la transformation numérique de l'agriculture et la collecte de données de qualité peuvent contribuer à améliorer les systèmes agroalimentaires, à favoriser l'innovation dans la production, à réduire les coûts, à faciliter l'accès aux marchés

et à déboucher sur l'élaboration de nouveaux modèles d'activité. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a réalisé de grands progrès dans ce domaine en numérisant le registre des productrices et des producteurs qui reçoivent des kits agricoles et d'autres intrants pour la production de denrées alimentaires. Par ailleurs, il a élaboré et mis en œuvre une application adossée à un système d'information agroclimatique et commerciale, qui fournit des informations sur les prix des produits agricoles sur les principaux marchés de gros du pays, ainsi que des alertes agroclimatiques, et propose un répertoire de producteurs qui facilite l'établissement de liens avec les marchés.

Parallèlement, des plateformes numériques permettent de former les techniciens agricoles et les agriculteurs, de mettre en place de nouvelles capacités et d'accroître et d'améliorer les connaissances en vue de faciliter la transition de systèmes agroalimentaires caractérisés par de faibles niveaux d'efficacité et de compétitivité vers des systèmes concurrentiels qui sont adaptés aux changements climatiques.

Face à la flambée actuelle des prix des engrais à l'échelle mondiale, il est urgent de promouvoir des politiques et des pratiques qui facilitent l'accès des petites et moyennes exploitations agricoles aux intrants nécessaires à la production de denrées alimentaires et de favoriser la production d'engrais de substitution – organiques et biologiques, par exemple – et l'accès à ces produits, en faisant fond sur les savoirs locaux en matière d'enrichissement des sols.

Le Programme national de transformation économique des zones rurales pour « bien vivre » (Rural Adelante), financé par un prêt du FIDA, un don au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne et des fonds nationaux de contrepartie, promeut des filières durables et inclusives de produits laitiers, de fruits et légumes, de miel, de poisson et de produits aquacoles. Il apporte des ressources techniques et financières spécialisées à des femmes et des hommes ayant constitué des groupes officiels pour renforcer leurs capacités en matière d'organisation, de production, d'ajout de valeur et de commercialisation. Il vise à favoriser des filières et des systèmes agroalimentaires modernes et résilients qui soient adaptés aux changements climatiques. Les activités ont notamment appuyé l'élaboration de la nouvelle loi sur l'agriculture familiale, et nous travaillons ensemble à la réglementation y afférente afin d'apporter ces connaissances et cette expérience fructueuse aux zones rurales d'El Salvador.

Le programme Rural Adelante encourage également l'inclusion des femmes et des jeunes dans la production rurale, et leur participation aux organes décisionnels des organisations de producteurs. Nous sommes allés encore plus loin en proposant des formations sur les nouvelles normes masculines afin de nous attaquer aux problèmes profonds et de mettre en place des interventions véritablement transformatrices. Nous sommes convaincus que l'inclusion des femmes et des jeunes concourt à la pérennisation des initiatives appuyées par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et contribue à la sécurité et à la souveraineté du pays sur le plan alimentaire.

Grâce aux fonds provenant d'un prêt de la Banque interaméricaine de développement, le programme de renforcement de la résilience des forêts de caféiers d'El Salvador face aux changements climatiques apporte une assistance technique spécialisée aux petits caféiculteurs afin de leur permettre de maintenir les services écosystémiques de ces forêts et de contribuer à la sécurité alimentaire de leur famille. Ce programme vient en complément de l'action menée dans le cadre du Programme national de relance de la caféiculture.

Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage met en place une coopération bilatérale avec des pays partageant la même vision afin d'encourager l'échange de bonnes pratiques et de technologies agricoles, et d'augmenter ainsi la productivité et la compétitivité des systèmes agroalimentaires nationaux. Le Gouvernement mexicain et le Ministère de l'agriculture et de

l'élevage ont récemment signé un mémorandum d'accord dans le cadre de la coopération mise en place au titre du Programme Sembrando Vida (Semer la vie), lequel facilitera les échanges de bonnes pratiques et de technologies génétiques en vue d'améliorer l'élevage salvadorien.

L'appui technique et financier du FIDA à nos efforts nationaux de modernisation et de développement des infrastructures de production – districts d'irrigation, centres d'approvisionnement, utilisation des technologies de l'information pour l'agriculture, renforcement des capacités techniques et politiques publiques en matière de développement rural – nous aide, nous en avons la conviction, à accéder à la sécurité et la souveraineté sur le plan alimentaire, à créer de la richesse dans les zones rurales et de ce fait à lutter contre la pauvreté.

Nous appelons le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organismes des Nations Unies qui œuvrent pour la sécurité alimentaire et la souveraineté alimentaire à continuer d'apporter un appui technique et financier par différents moyens, afin de permettre la concrétisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030, et notamment de l'objectif de développement durable n° 2.

Nous sommes reconnaissants au FIDA pour son soutien financier et technique à El Salvador, notamment dans le cadre du programme Rural Adelante dans la région du sud-est de notre pays. Grâce à ce programme, plus de 69 000 bénéficiaires ont pu renforcer leur résilience depuis le début de la pandémie, et plus de 17 000 familles et 90 organisations mettent en place des solutions pour contrer les effets des changements climatiques.

Pour terminer, je voudrais souligner que la volonté d'agir de notre Gouvernement et le talent, le dévouement et la participation active des bénéficiaires, conjugués à l'appui du FIDA, ont fait de ce programme l'une des 10 opérations les plus fructueuses menées à l'échelle mondiale. Forts de ce succès, nous nous saisissons de cette occasion pour demander l'approbation d'une nouvelle opération qui nous permettra d'étendre les résultats positifs qui sont obtenus grâce au programme Rural Adelante aux autres régions rurales d'El Salvador.